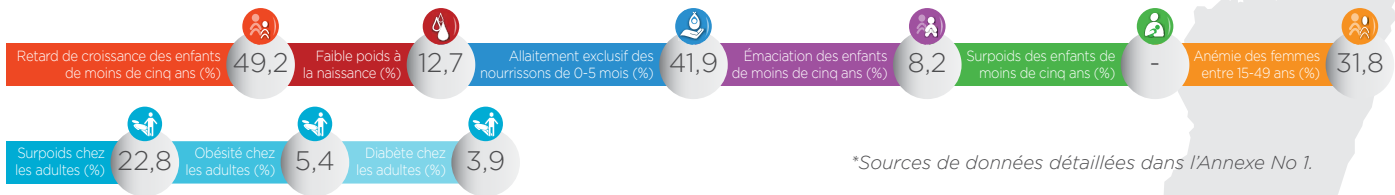




Date d'adhésion : février 2012
Population : 20,70 millions

Madagascar



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Depuis l'auto-évaluation de 2015, les membres de l'Office national pour la nutrition, la plateforme multi-acteurs SUN, se sont rencontrés à deux reprises. La création des plateformes des réseaux SUN a été formalisée. D'une part, les plateformes du secteur privé et celle des chercheurs ont constitué un membre de bureau. La plateforme de la société civile (HINA),

approuvée par arrêté Ministériel en juillet 2015, est aujourd'hui décentralisée dans 13 régions. Elle gère des microprojets dans la nutrition, participe de façon effective aux mécanismes nationaux de planification ainsi qu'à l'évaluation de la mise en œuvre du Plan National d'Action en Nutrition 2012-2015 (PNAN II) effectuée au mois de mars 2016.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'évaluation de la Politique Nationale de Nutrition et du PNAN II a des recommandations pour leur mise à jour. La nutrition est reconnue comme une priorité nationale avec son intégration dans diverses politiques et programmes (tels que la Politique générale de l'État 2014-2018 et le Plan National de

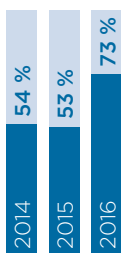
Développement 2015-2019), dans les débats du Groupe de Dialogue Stratégique entre bailleurs et gouvernement, et dans les plans sectoriels qui seront présentés lors de la Conférence des Bailleurs et des Investisseurs prévue pour fin 2016.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

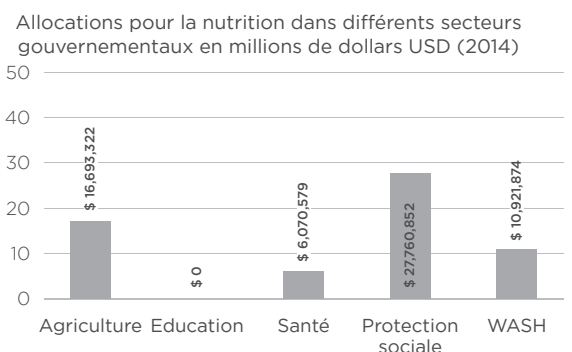
Le cadre commun de résultats fait partie intégrante du PNAN II. Tous les acteurs des secteurs liés à la nutrition ont participé à l'évaluation de la mise en œuvre du PNAN II ainsi qu'à la mise à jour de la Politique Nationale de Nutrition. Tous ces secteurs sont fermement engagés pour l'intégration de la nutrition dans leurs plans sectoriels. Non

seulement le système de suivi et d'évaluation est opérationnel mais la plateforme HINA participe activement aux activités du groupe régional de suivi et d'évaluation. Enfin, plusieurs études ont été réalisées : *Les déterminants de la malnutrition* ; *Le Coût de la Faim* ; *L'analyse du coût de l'accès aux nutriments* ou la cartographie des intervenants.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le suivi budgétaire est soumis de façon trimestrielle au ministère des Finances. Un plan d'investissement a également été élaboré en partenariat avec UNICEF. Par ailleurs, la mobilisation de ressources est intégrée au plan stratégique de plaidoyer de la plateforme HINA. Néanmoins, malgré les inscriptions budgétaires du gouvernement pour la nutrition, le taux de régulation limite les décaissements et par la suite la réalisation des activités.



PRIORITÉS 2016-2017

- Élaborer le prochain Plan national budgétisé d'actions multisectorielles pour la nutrition.
- Élaborer un nouveau cadre commun de résultat.
- Mettre à jour les données nationales par le biais d'une enquête nutritionnelle d'envergure nationale.
- Mettre à l'échelle des actions à fort impact sur la malnutrition chronique